Berlin, le 24 octobre 1930,

ALLEMAGNE, LE FASCISME EN MARCHE...

La nouvelle situation politique et sociale issue en Allemagne des élections au Reichstag est sans aucun doute très préoccupante. La réaction est bel et bien en marche: les libertés politiques et les maigres conquêtes sociales de la classe ouvrières sont menacées.

Il est difficile de prédire l'avenir. Mais il est certain que les national-socialistes arrivent en force aux postes-clés de l'État. Les sociaux-démocrates et les républicains de gauche devraient réviser leurs positions à ce sujet.

La montée réactionnaire marque sans conteste le recul des partis de gauche.

Mais ce n'est pas tout. Les courants monarchistes et dictatoriaux chercheront à élargir la brèche. Ils ne manqueront pas, dès que l'occasion se présentera, d'occuper les fonctions stratégiques et intensifier, alors, leur combat contre la classe ouvrière plus âprement encore que ne le fait le régime actuel.

Nous assistons à une régression sociale à tous les niveaux. Dans les mois à venir, les nazis utiliseront leur position nouvellement acquise pour s'immiscer de plus en plus dans les affaires de l'État. Ils poursuivent un but unique: miner la République de l'intérieur et préparer l'avènement du IIIème Reich.

Pendant ce temps, les organisations patronales s'évertuent à aggraver la situation économique de la classe ouvrière. Les salaires baissent et ce grâce aux lois existantes habilement maniées par des médiateurs acquis à l'État. Les sociaux-démocrates et les syndicats réformistes, fidèles à leur incapacité traditionnelle et politique de s'opposer aux mesures allant contre la lutte extra-parlementaire, accepteront ces réformes, en protestant pour la forme et en rappelant la nécessité de voter social-démocrate. La misère s'étend et l'insatisfaction gronde. Cette atmosphère de mécontentement fait le lit du fascisme et favorise les obscures manipulations des masses réactionnaires. Les nazis feront l'économie d'un putsch. La voie royale s'ouvre devant eux. Ils usent de la légalité pour conquérir le pouvoir. Toutes les portes leur sont ouvertes.

La bourgeoisie, dans son ensemble, s'incline devant l'assaut des vagues national-socialistes. La social-démocratie, elle non plus, n'est pas vierge de tout esprit nationaliste. Son alliance avec les partis bourgeois, particulièrement évidente dans l'affaire du cuirassé *Zörgiebel*, lui aura retiré toute son aura ouvrière.

N'oublions pas la presse communiste qui succombe, elle aussi, à la psychose de masse national-socialiste. Elle a fait siennes, dans son programme électoral, les phrases emphatiques de la destruction des *Young-Planes* et la libération du prolétariat allemand.

En Allemagne, à l'heure actuelle, des larges couches de la population ont l'esprit empreint de concepts national-socialistes. Les idées d'Hitler ne concernent pas seulement son propre parti mais gagnent tous les partis allemands représentés au Parlement.

Le virus nazi a contaminé profondément et durablement la nation allemande de l'après-guerre. Les résultats des élections en sont une preuve.

Le triomphe du national-socialisme, terme derrière lequel se réfugie le fascisme allemand, serait une terrible catastrophe pour le mouvement ouvrier. Une fois au pouvoir, les nazis n'hésiteraient pas à recourir aux méthodes les plus brutales pour réprimer la propagande socialiste, à leurs yeux l'ennemi à abattre. L'Italie en est un exemple effrayant.

Un simple coup de balai et les conquêtes économiques, sociales, culturelles, péniblement acquises par la classe ouvrière aux cours des cinquante dernières années seraient réduites à néant. À Thuringe, fief du Ministre de l'Intérieur Frick, d'obédience national-socialiste, les fonctionnaires n'ont plus le droit d'appartenir

à des syndicats «libres», c'est-à-dire orientés vers la social-démocratie. Les écoles à tendance socialiste et les centres de formation des syndicats se sont vu retirer les fonds publics.

Conquérir le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de l'Armée du Reich, tel est l'objectif des nazis. S'ils y parvenaient, sous le couvert de l'humiliant *Traité de Versailles,* ils galvaniseraient alors leurs troupes, enrégimenteraient les classes laborieuses par le biais de la conscription généralisée, transformeraient les jeunes prolétaires en chair à canon et propageraient avec force l'esprit de Postdam au sein de la jeunesse.

Plus question alors de reprise économique, pourtant tant vantée. Car la prospérité du pays ne repose en aucun cas sur un changement de régime politique. La paupérisation s'aggraverait, on l'a bien vu dans l'Italie entre les mains des fascistes. À l'instar de l'Italie encore, les syndicats «libres» feraient allégeance au régime hitlérien et participeraient à une sorte de cogestion réunissant patronat et ouvriers. Un état fasciste arbitrant les conflits sociaux, la situation actuelle n'en est guère éloignée. Les syndicats sociaux-démocrates pourront se féliciter d'avoir ouvert la voie au fascisme dans son œuvre d'asservissement des masses.

En supprimant la liberté de la presse, la liberté d'opinion et les droits de réunion, les populations misérables seraient réduites au silence et ne pourraient plus exprimer, nulle part, leur révolte.

On aurait pu, il y a 5 ans, étouffer le mal dans l'œuf. Son enracinement est trop profond à présent. Plus moyen de s'en débarrasser. Il importune la démocratie et infeste les mouvements ouvriers étatistes.

Le courant anti-autoritaire n'est pas suffisamment fort dans le mouvement ouvrier allemand pour endiguer le triomphe du fascisme. Si la section allemande de l'AIT, la FAU appelait à une grève générale, le mouvement serait très peu suivi.

Mais cela ne signifie pas qu'il faille mettre une croix sur la grève générale. Il faut bien au contraire en intensifier l'idée.

Dans le contexte actuel, seule une grève générale à l'appel des grandes organisations ouvrières du pays pourrait réellement être efficace.

Si la FAU réussissait à convaincre le comité de l'ADGB d'appeler à un arrêt de travail de 24 heures en guise de protestation contre le danger fasciste, nous aurions déjà progressé dans notre lutte. Nous nous attellerons à cette tâche. Voilà une première mesure pragmatique pour stopper la progression du fascisme avant que celui-ci n'accède au pouvoir. Cette mesure serait suivie, bien entendu, par d'autres interventions.

Or, il semble que les dirigeants des mouvements ouvriers allemands y soient peu enclins.

Si le parti nazi prenait en main les rênes de l'État ou s'il parvenait à faire engager le cabinet Brüning, conservateur et bien à droite, dans une voie encore plus extrémiste, alors le prolétariat se trouverait dans une situation critique. On irait vers une intensification de la censure, voire la dissolution des organisations ouvrières.

Les syndicalistes allemands doivent être conscients de cette réalité s'ils ne veulent pas faire les frais du fascisme. Dès à présent la FAUD devra réfléchir à la poursuite de ses activités face aux risques d'interdiction. Un groupe de compagnons aguerris nous assurent que cela est possible. Des camarades de longue date ainsi qu'un groupe de jeunes compagnons enthousiastes mettront tout en œuvre pour que les idées du socialisme libertaire et les méthodes d'action directe dans la lutte des classes ouvrières allemandes ne deviennent pas lettre morte.

Augustin SOUCHY.